

toyens contre des hausses intempestives du prix de l'énergie, canadianiser ce secteur, réaliser l'autarcie énergétique, diminuer la demande et encourager les économies d'énergie. Ces objectifs sont très louables il faudrait être fou pour les critiquer.

Toutefois, quand on les examine d'un peu plus près, on s'aperçoit que le programme énergétique n'est pas tellement judicieux. Quand on va dans le détail, on se rend compte que c'est «un mensonge énorme». Malheureusement, même s'ils sont tous les jours un peu moins nombreux, il y a encore des gens qui ne comprennent pas que le programme énergétique national en fait ne canadianise pas le secteur pétrolier. Il incite simplement les sociétés et les industriels canadiens à s'expatrier, eux qui sont les forces vives de notre pays. Cette politique contribue peut-être à augmenter la participation de l'État mais certainement pas celle des Canadiens. Ce ne sont pas de telles options qui vont nous permettre de subvenir à nos besoins. En effet, au cours de cette année, nous allons perdre entre 2.5 et 4 milliards de dollars que les Canadiens n'investiront pas dans des travaux de projection ici, mais qu'ils expatrieront aux États-Unis.

Je sais bien que certains députés aiment à dire que les sociétés multinationales essaient de nous faire marcher. Il leur suffit de lire à fond les articles des journaux et de ne pas se contenter d'un simple coup d'œil sur les gros titres. Ainsi, le grossiste canadien Walkers Consumers Homes a annoncé hier qu'il allait investir 600 millions de dollars dans les industries gazière et pétrolière américaines. Il en a décidé ainsi après avoir étudié le programme énergétique national qui doit venir en aide à nos industries gazière et pétrolière, dont le ministre a dit le 28 octobre qu'il visait à enrichir les sociétés et à canadianiser l'industrie, ce que tout le monde souhaite. Malheureusement, l'objectif qu'elle atteint est tout à fait à l'opposé.

● (1440)

Le refus du gouvernement de se rendre à l'évidence est troublant. C'est sans doute qu'il a constaté qu'il peut toujours arriver à ses fins en travestissant la vérité. Il se dit que même si notre argent s'en va à l'étranger, il finira bien par convaincre la population que nous serons bientôt auto-suffisants en matière énergétique et que nous aurons une industrie bien à nous s'il le lui répète un nombre suffisant de fois. Nous n'aurons pas d'industrie bien à nous, monsieur l'Orateur, et nous ne serons pas non plus auto-suffisants. Le gouvernement sait travestir la vérité, et nous le constatons encore une fois à l'occasion du budget.

Le ministre soutient que dans ses grands axes le budget est conçu pour réduire les dépenses gouvernementales. Il suffit d'examiner le budget du 28 octobre et les prévisions des dépenses gouvernementales pour constater que le ministre réitère l'énorme mensonge proféré par le premier ministre M. Trudeau durant la campagne électorale quand il a promis que le parti libéral allait assurer une gestion plus rigoureuse des finances nationales de manière à utiliser à meilleur escient l'argent des contribuables. Il avait également promis de maintenir la croissance des dépenses gouvernementales à un taux inférieur à celle du PNB. C'était là son engagement, et le ministre des Finances soutient qu'il s'agit bien là de sa politique.

Impôt sur le revenu—Loi

Selon ce document, cependant, on prévoit pour l'année financière à venir une croissance de 12.8 p. 100 des dépenses gouvernementales, à en juger par les comptes publics, tandis qu'on évalue à 11.1 p. 100 la croissance de l'économie, c'est-à-dire du PNG, inflation comprise. Le ministre peut bien affirmer, comme il l'a fait à un journaliste, qu'il a pour principe de réduire les dépenses gouvernementales, mais les chiffres démontrent exactement le contraire. Combien de temps une démocratie peut-elle durer quand un ministre peut s'en tirer avec un mensonge aussi grossier, monsieur l'Orateur? Il soutient que cela constitue sa politique alors qu'en fait elle est tout simplement le contraire de cela, au niveau des comptes publics du moins.

Sur la base des comptes nationaux qui donnent une idée véritable des dépenses de l'État, et non seulement sur la base des comptes publics qui permettent de tripoter les chiffres, les comptes nationaux sont plus proches de la réalité. On constate que la croissance des dépenses pour l'année prochaine est évaluée à 15.9 p. 100, ce qui représente une hausse massive de 4.8 p. 100 par rapport au produit national brut selon ces chiffres. Le ministre a pourtant dit au journaliste et même répété aujourd'hui à la Chambre en affichant un air de sincérité que sa politique consiste à restreindre les dépenses de l'État.

Il est regrettable que ce genre de propos ne semblent pas soulever d'objections parmi les membres de ce parti. Ils semblent tous prêts à dire: «Oui, monsieur! Bien, monsieur!» Il est maintenant apparemment entré dans les mœurs publiques de tolérer que des hommes politiques au pouvoir qui ont annoncé leurs objectifs et dont le bilan indique des résultats carrément inverses, ce dont ils sont parfaitement conscients d'ailleurs, n'aient pas de comptes à rendre à personne pour leurs erreurs. Voilà ce qu'il y a de tragique dans ce qui est en train de se produire. Le recours à la technique du mensonge est tellement courant que nous semblons sourds à toute tentative de l'analyser.

En second lieu, le ministre a dit qu'il allait faire diminuer graduellement le déficit. J'admets que ce budget prévoit une diminution du déficit, mais que veut-on dire au juste par «graduellement»? Des analyses indépendantes effectuées par des groupes qui ne relèvent pas directement du ministre des Finances montrent que ces prévisions à l'égard du déficit ne sont pas confirmées par les faits.

Le ministre va endosser la politique monétaire de la Banque du Canada. Quelle attitude courageuse! Il est frappant de voir à quel point les choses peuvent changer en un an! Il y a environ un an, en effet, son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), qui était alors le critique financier du parti libéral, déclarait que s'il était ministre des Finances et qu'il n'arrivait pas à faire baisser les taux d'intérêt, il démissionnerait. Comme les choses changent en un an, monsieur l'Orateur!

Quelle est la politique de la Banque du Canada en matière de taux d'intérêt? Il semble que c'est de la situation monétaire qu'elle découle et qu'il faille empêcher le dollar de se déprécier en manipulant au besoin les taux d'intérêt. En réalité, cela signifie que nous sommes enchaînés aux États-Unis et que nous sommes forcés de les imiter aveuglément. Ce grand gouvernement nationaliste qui promet de canadianiser l'indus-